REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU BUDGET SECRETARIAT GENERAL

Direction de la Préparation et du Suivi du Budget

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE A FIN DECEMBRE 2013.

En attendant la finalisation des travaux de conciliation entre l'ESB avec le TOFE à fin décembre 2013, le niveau de l'exécution des dépenses se situe à 3.577.286.351.177 FC contre la prévision annuelle de l'ordre de 6.434.664.545.870 FC, soit un taux d'exécution de 55,6%.

- En ressources internes, les dépenses effectuées s'élèvent à 3.550.156.111.986
 FC contre la prévision de 5.131.756.246.103
 FC, soit un taux d'exécution de 69,2%.
- 2. En ressources extérieures, les données des agences d'exécution captées se chiffrent à 25.612.839.191 FC. Par contre, certains projets financés par la Banque Mondiale, l'Union Européenne et la Banque Africaine de Développement, mais non prévus dans la loi de finances 2013, estimés à 679.560.297.406 FC, ne sont pas ici pris en compte. Ce qui donnerait un total de 705.173.136.597 FC contre 1.302.908.299.767 FC de prévision, soit un taux d'exécution de 54,2%.
- 3. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense affichent le comportement ci-après :
 - Engagements: 3.861.098.985.131 FC, contre une prévision de 6.434.664.545.870 FC, soit un taux de 60,0%;
 - Liquidations: 3.861.320.653.461 FC correspondent au taux de 100,0% par rapport aux engagements;
 - Ordonnancements: 3.754.231.573.128 FC, renseignant le taux de 97,2% par rapport aux liquidations;
 - Paiements: 3.577.286.351.177 FC indiquant le taux de 95,3% par rapport aux ordonnancements.
- 4. La mise en œuvre du **Programme d'actions du Gouvernement** par axe s'est réalisée de la manière ci-après :
 - Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat : 67,1% contre 53,0% à fin novembre 2013 ;
 - Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi : 65,8% contre 40,4% à fin novembre 2013 ;
 - Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base:
 29,2% contre 26,3% à fin novembre 2013;
 - Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population : 47,1% contre 37,2% à fin novembre 2013 ;
 - Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté : **64,3**% contre **53,3**% à fin novembre 2013;